



# QUEL BILAN APRES LE 21 AVRIL 2002 : POINT DE VUE

Dîner-débat avec

**Marine LE PEN**

*Présidente de Générations Le Pen*



STRATEGIES  
FRANCAISES

Club de réflexion

JEUDI 17 AVRIL 2003



**MARINE  
LE PEN**

## **PARCOURS**

**Marion Anne Perrine Le Pen** naît le 5 août 1968 à Neuilly-sur-Seine, benjamine des trois filles de Jean-Marie Le Pen et de sa première épouse, Pierrette Lalanne. Alors qu'elle est baptisée le 25 avril 1969 sous le nom de Marine en l'église de la Madeleine, son père lui donne pour parrain Henri Botey. Elle est également la tante de Marion Maréchal, qu'elle a élevée avec sa sœur Yann entre sa naissance et la rencontre de cette dernière avec Samuel Maréchal.

Le 2 novembre 1976, un attentat à la bombe détruit le domicile parisien de son père, Jean-Marie Le Pen, au 9, villa Poirier. Hormis quelques égratignures dues aux éclats de verre, Marine Le Pen est indemne, tout comme ses deux sœurs Marie-Caroline et Yann, qui dormaient auprès d'elle.

Ses parents se séparent en 1984, alors qu'elle a 17 ans. L'événement prend une tournure médiatique dont elle vit très mal certaines péripéties.

Après le départ de sa mère tombée amoureuse d'un journaliste venu l'interviewer, en 1984 également, elle entretient une relation avec le chargé de communication de son père, Lorrain de Saint Affrique.

## LES ETAPES CLES DE SON PARCOURS

En juin 1997, elle épouse Franck Chauffroy, dirigeant d'entreprise ayant travaillé pour le Front national. De ce mariage naissent trois enfants, Jehanne, née en 1998, et les jumeaux, Louis et Mathilde, nés en 1999, baptisés dans l'église catholique traditionaliste de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Divorcée en avril 2000, elle se remarie, en décembre 2002, avec Éric Iorio, ancien secrétaire national du FN aux élections et ancien conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, dont elle divorce en juin 2006.

Elle vit, jusqu'en 2014, dans une dépendance de la propriété de Montretout à Saint-Cloud, où la famille Le Pen s'est installée à la fin des années 1970. Elle déménage ensuite pour une résidence qu'elle acquiert à La Celle-Saint-Cloud.

Elle se définit comme « catholique non pratiquante ».

Marine Le Pen est élève au lycée Florent-Schmitt de Saint-Cloud. À cause notamment d'une note de 4/20 à l'épreuve de philosophie, elle n'obtient son baccalauréat (série B) qu'au rattrapage en 1986. Elle étudie par la suite le droit à l'université Paris II-Assas, où elle obtient une maîtrise en droit (mention carrières judiciaires) en 1990, puis un DEA de droit pénal en 1991. Elle est alors « cornaquée par Jean-Claude Martinez, professeur de droit public dans la même fac et proche conseiller de son père », qui décrit une étudiante « très médiocre et très fêtarde ». Un jour, elle vit très mal qu'un professeur fasse travailler sa classe sur un arrêt de 1973 rendu contre son père pour « apologie de crime de guerre ».

En 1992, après avoir suivi l'École de formation professionnelle des barreaux de la cour d'appel de Paris (EFB), elle obtient le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (CAPA) et devient avocate au barreau de Paris. Dans son autobiographie *À contre flots* (éditions Grancher, 2006), elle indique qu'elle souhaitait entrer dans la vie active alors que son père aurait préféré qu'elle passe son doctorat.

Lors de la campagne présidentielle de 2002, elle intègre dans l'équipe de son père la cellule « idées-images », menée par Jean-François Touzé et qui comprend également Olivier Martinelli ainsi qu'Éric Iorio et Louis Aliot ; Joseph Beaugard et Nicolas Lebourg précisent que cette cellule « travaille à policer l'image du candidat, par exemple avec une affiche en noir et blanc où il sourit largement, appuyé sur un poing qui ne figure pas l'agressivité mais le point d'appui d'un homme expérimenté ». Elle est également chargée de relancer les maires qui ont signé un engagement de parrainage mais n'ont pas donné suite. Durant l'entre-deux-tours, elle suggère à son père, qui doit affronter Jacques Chirac, de changer le nom du FN. Libération relève « son influence et son omniprésence au sein de l'appareil du Front ».



# 2002

**Réactivation  
du  
mouvement  
Général  
Le Pen**



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion

# LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES



## LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.



**Xavier Fos**

président de *stratégies françaises*

## DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES



### COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

- ❖ **Réformes** : comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- ❖ **Mondialisation** : face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- ❖ **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- ❖ **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.

#### Quelques rencontres du club de réflexion :

- ❖ **Réformes** : Jacques Attali, Jean-Paul Huchon, Camille Pascal, Yves Guéna, Michel Crozier, Eric Woerth, Michel Charasse, Corinne Lepage, Edmond Alphandéry, Edith Cresson, Pierre Truche, Roseline Bachelot...
- ❖ **Mondialisation** : Général Barrera, Hubert Védrine, Marie-France Garaud, François Heisbourg, Pierre Messmer, Jean-Bernard Raimond, Thierry de Beaucé, Jean-Pierre Chevènement...
- ❖ **Questions de société** : Jean-Marie Bockel, Julia Kristeva, Jean-Michel Fauvergue, Danielle Mitterrand, Jacques Vergès, Edgar Morin, Jean-Louis Bruguière, Claude Bessy, Jean-Michel di Falco, Gilles Clément, Jacques Séguéla, ...
- ❖ **Histoire** : Michel Winock, Daniel Cordier, Emmanuel de Waresquiel, Simone Bertière, Rémi Brague, Jacques-Alain de Sédouy, Jean-Noël Jeanneney...



# LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC MARINE LE PEN



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion





IMMIGRATION Apprentissage du français, promotion des femmes, parrainages... : le nouveau dispositif d'accueil marque une rupture

## Raffarin remodèle l'intégration

Marie-Christine Tabet

[11 avril 2003]



«Avec ce comité interministériel, nous sommes au cœur de ce que nous appelons ici l'esprit de mai» : c'est sur cette formule, en référence à la victoire massive de Jacques Chirac face à Jean-Marie Le Pen lors de la dernière présidentielle, que le premier ministre a conclu, hier, sa présentation de la politique du gouvernement en faveur de l'intégration des immigrés. Vingt-quatre membres du gouvernement s'étaient réunis le matin même dans le cadre d'un comité interministériel à l'intégration, le premier depuis 13 ans, pour adopter une série de mesures en faveur des quelque 100 000 immigrés qui arrivent chaque année en France, les «primoarrivants», et de ceux qui, installés depuis longtemps, ont du mal à y trouver leur place.

A la sortie, le premier ministre a confirmé la création d'un «contrat d'accueil et d'intégration» pour les nouveaux arrivants. Ce contrat d'un an, qui sera systématiquement proposé à tous les demandeurs d'un titre de séjour de longue durée, formalisera les engagements des pouvoirs publics et des immigrés. Ceux qui ne parlent pas français devront, par exemple, suivre des cours sous peine de se voir refuser la carte de résident de 10 ans. Le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, qui prépare une loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, a d'ailleurs inscrit cette condition dans la refonte de l'ordonnance de 1945.

Le dispositif de 55 mesures arrêté hier prévoit également la création début 2004 de l'Agence française pour l'accueil et les migrations, regroupant l'office des migrations internationales et le service social d'aide aux émigrants, et la généralisation des plateformes d'accueil des étrangers.

Pour encourager la promotion sociale des jeunes des cités, majoritairement issus de l'immigration, une dizaine de mesures spécifiques seront développées dans le cadre de l'école. Des centres de préparation aux concours administratifs devraient être ouverts dans les banlieues. François Fillon, le ministre des Affaires sociales, propose aussi d'étendre les actions de parrainage par des bénévoles connaissant le monde de l'entreprise.

«Notre ambition est de décrocher la France, de faire en sorte que nous puissions mobiliser l'ensemble des forces publiques mais aussi de la vie associative sur ce sujet majeur de l'intégration», a déclaré Jean-Pierre Raffarin. Le chef du gouvernement a confirmé que les deux promesses du président de la République allaient être inscrites dans les priorités du comité. D'abord, la création d'une haute autorité de lutte contre les discriminations, qui remplacerait le groupe d'études et de lutte contre les discriminations et étend son champ d'action en s'attaquant non seulement au racisme mais aussi aux injustices faites aux homosexuels et aux handicapés. Ensuite, Jacques Toubon doit élaborer un projet de lieu de mémoire de l'immigration (lire ci-dessous). Le ministre des Affaires sociales a estimé, pour sa part, que cette relance de la politique d'intégration était une «refondation», en rupture avec «l'approche née dans les années 80, qui fit la part belle au différentialisme».

Les associations de défense des droits des étrangers restaient circonspectes, estimant que ces annonces «vont dans le bon sens mais méritent d'être éprouvées», commente Mouloud Aounit, président du Mrap. «J'ai du mal à comprendre comment on peut faire de l'intégration une priorité nationale et ne pas mettre un euro de plus sur la table», poursuit-il, craignant que le gouvernement sacrifie les immigrés installés au profit «de nouveaux migrants triés sur le volet».

Hier, les salariés du Fasilid, chargé de financer de nombreuses associations en faveur de l'intégration dans les quartiers, étaient d'ailleurs en grève pour protester contre la réduction de ses moyens. Même si le cabinet Fillon vient d'obtenir en extremis que Matignon revienne sur les dernières annulations de crédits imposées à ce fonds.



## Histoire de l'extrême droite en France

Le Front national  
Décembre 1997

Aujourd'hui troisième force politique française, le Front national rassemble plus de quatre millions de voix, soit 15 % du corps électoral. Il est le premier parti d'extrême droite en Europe si l'on excepte le FPÖ autrichien et l'Alleanza Nazionale italienne. Sa stratégie consiste à bâtir un pôle national populiste rompant avec la tradition extra-parlementaire de l'extrême droite française, qui tire parti de la désaffection de l'électorat pour les repères traditionnels droite-gauche. Le FN présente ainsi une alternative globale au système. Son cheminement depuis le 5 octobre 1972 - date à laquelle ses statuts ont été enregistrés à Paris - montre à quel point les stratégies de ses dirigeants ont été porteuses. Elles ont permis en outre, la fidélisation d'une clientèle stable, sociologiquement et géographiquement hétérogène.

### Les débuts du FN

Ancien député poujadiste - de 1956 à 1962 -, Jean-Marie Le Pen préside dès son commencement le FN - rassemblant diverses cultures idéologiques antagonistes au sein de la droite nationale : d'une part celle d'Ordre nouveau, groupe constitué de nationalistes révolutionnaires, et d'autre part celle des nationaux souvent issus du poujadisme et du mouvement pour l'Algérie française.

Le premier programme du FN est publié dans le journal Le National en novembre 1972 et représente une synthèse des différents courants idéologiques constituant le FN. Gérard Longuet, ancien dirigeant d'Occident - mouvement de droite nationale française -, et futur président du Parti républicain aurait largement participé à sa rédaction. Dans ce programme, le FN incarne la droite sociale populaire et nationale. On y souhaite le démantèlement du « tout-Etat » - du secteur public entre autre. Il y a une orientation nationale-populiste ; le programme défend les intérêts catégoriels - petit commerce. La corrélation entre la présence des immigrés et le chômage n'est pas suggérée - le thème de l'immigration n'est pas dominant. Par ailleurs le programme soutient les régimes pro-américains, les dictatures en Espagne, Grèce, Portugal ; il prône l'anticommunisme et se place pour la défense des « corps sains » de la nation (armée, police...).

Pour les élections législatives du 4 mars 1973, le parti recherche des soutiens parmi les militaires et le clergé anti-progressiste ; mais les résultats sont très décevants : le FN recueille 108 000 voix (1,32 %). Cela explique le départ des militants d'Ordre nouveau. Le Pen décide à ce moment de renforcer l'appareil du FN et nomme Victor Barthélémy au poste de secrétaire administratif. Les présidentielles sont en vue et seul l'hebdomadaire Rivarol et le nationaliste révolutionnaire François Duprat - un des premiers négationnistes français - soutiennent le parti qui a subi des divisions idéologiques difficiles. Le score très décevant réalisé est de 0,74 % des voix au premier tour.

### Construction du parti 74-78

Plusieurs objectifs habitent l'esprit des dirigeants du FN ; ceux-ci veulent se doter de sections sur l'ensemble du territoire, d'un corps de doctrine, d'une presse et d'un réseau militant. Au sein du FN, la branche « jeunes » prend de l'ampleur en collaborant avec les néo-nazis des Jeunesses d'action européennes. Duprat fait son entrée au FN. C'est un professeur d'histoire passionné par les fascismes européens inconnus qui approuve les thèses anticapitaliste et négationniste. Futur dirigeant de la commission électorale au FN, il assigne au parti trois axes de combat : l'antiparlementarisme, l'opposition intégrale à la démocratie, l'anticapitalisme. Il est pragmatique et accepte certains accords avec la droite modérée, et l'intégration au sein du FN de nombreux groupuscules d'ultra-droite (monarchistes, néofascistes). Se côtoient ainsi au FN des maurassiens orthodoxes anti-nazis et des nostalgiques du national-socialisme. Néanmoins, tous ont le sentiment d'appartenir au camp des réprouvés, des victimes de l'épuration de 1945 et de l'Algérie française.

En février 1975, le FN compte environ un millier d'adhérents ; il se dote de structures permanentes : 5 commissions travaillent sur la défense nationale, la famille, les institutions et les élections, la jeunesse et l'éducation, les problèmes économiques et financiers. Victor Barthélémy crée des fédérations provinciales ayant à la tête des « inspecteurs régionaux » qui encadrent les sections locales. Au sommet siège un comité central issu du congrès qui élit le bureau politique. A la tête le président est assisté de deux vice-présidents.

La stratégie de l'époque est la suivante : le FN se présente comme la vraie droite (son journal titre en février 1975 « La droite contre Giscard ») ; toutefois le positionnement du FN est encore marginal (surtout par rapport au parti rival, le PFN, qui a un potentiel militant dans les universités et qui dispose de contacts internationaux).



## **Implantation du FN (1978-1981)**

Aux élections de 1978, alors que le FN estime compter 7 000 adhérents, un front populaire se forme regroupant radicaux de gauche, communistes et socialistes. Dès lors, les électeurs potentiels du FN ont le réflexe du vote utile, ce qui explique le faible résultat de 1,6 % des suffrages - aucun candidat n'est élu. Dans la période qui suit, le FN se pose en tant que « laboratoire d'idées » devant l'absence de débat au sein de la droite parlementaire. Les cadres supérieurs et hauts fonctionnaires de la Nouvelle droite - un mouvement élaborant une contreculture de droite - rejoignent massivement le FN après les tentatives non fructueuses d'entrée au sein de la droite parlementaire. Ils seront agents de la modernisation fonctionnelle et idéologiques du FN.

A partir de 1980, il y a un rapprochement entre Le Pen et les intégristes (le président du FN assiste au grand rassemblement annuel de la droite nationale catholique) ; l'Union solidariste aura fait son entrée au FN un peu plus tôt (1977). C'est un mouvement auquel appartient Jean-Pierre Stirbois, qui mène dès lors un travail d'implantation locale du FN à Dreux. Le propos qu'il avance sur le thème de l'immigration responsable du chômage lui permettra de siéger au conseil municipal à partir de septembre 1983 (cet événement sera désigné comme « le coup de tonnerre de Dreux »).

Le FN développe deux thèmes qui feront sa fortune politique pour les présidentielles de 1981, matérialisés par ces slogans « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop » (1978) et « Halte au racisme anti-français » (mars 1979). La période est marquée en outre par des mouvements de scission et d'adhésion (rupture entre FN et nationalistes révolutionnaires, entrées nombreuses de partisans du PFN). Toujours est-il qu'aux élections présidentielles le parti ne présente même pas de candidat et que son score aux législatives est le plus bas jamais atteint : 0,18 %. Pourtant trois ans plus tard, aux élections européennes, le parti obtiendra 10,95 % des suffrages exprimés...

## **Le FN contre la droite libérale**

Après la victoire socialiste de 1981, le discours de l'ensemble des partis de droite se radicalise et reprend les thèmes frontistes de l'insécurité, de l'immigration ; aussi, une démarginalisation du FN s'opère. Celui-ci s'oppose à l'action gouvernementale c'est-à-dire à la pression fiscale sur les gros revenus, à la régularisation des étrangers. Le FN en profite pour créer de nombreux clubs de rencontre entre militants de droite modérée et droite nationaliste (Comité d'action républicaine orchestré par Bruno Mégret, regroupant les hauts fonctionnaires et les cadres d'entreprise), et le Cercle Renaissance (touchant la grande bourgeoisie). Cette stratégie est à l'origine du frémissement électoral aux cantonales de mars 1982 (plusieurs candidats dépassent 5 %). Les priorités sont définies : lutte contre l'immigration, l'insécurité, le chômage, la pression fiscale.

Aux municipales de 1983, les partis d'opposition refusent d'intégrer des candidats frontistes sauf à Dreux où le RPR local incorpore 9 frontistes à ses candidats (Dreux est remporté à l'élection municipale partielle : 16,72 % au premier tour). La municipalité socialiste depuis 1982 avait entamé une campagne pédagogique d'explications sur la présence d'immigrés ce qui équivalait à donner au problème une visibilité qu'il n'avait pas.

Le président du FN multiplie les passages sur les médias à partir de 1982 (émissions audiovisuelles). Par ailleurs, il bénéficie de l'aide dissimulée des socialistes qui veulent diviser l'opposition en rétablissant le scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986. L'ère des grands meetings est entamée ; Le Pen y fait figure de chef charismatique qui ne prétend être que le porte-parole du peuple. A cette période la référence au gaullisme s'est estompée dans le RPR, réduisant les antagonismes entre les militants de droite nationale et modérée. Sur la liste des élections européennes de 1984 figurent 6 transfuges de l'UDF, un du RPR. Le FN obtient 10,95 % des suffrages. C'est le plus gros score depuis 1945 de la droite nationale ; 30 % des électeurs ont voté à cause de l'insécurité, 28 % à cause de l'immigration.

Le FN compte à présent 30 000 adhérents ; il double son personnel permanent, met en place une école de formation des cadres, un service d'ordre structuré, un service d'information téléphonique, et publie des bulletins locaux. La structuration se parachève par le lancement de commissions nationales permanentes (sécurité, justice, politique étrangère, défense...).

Aux cantonales du 10 mars 1985, la moyenne nationale est de 10,44 %, ce qui permet au FN de se maintenir dans 114 cantons. Les scores sont de 31 % à Toulon, de 20 à 24 % dans le Var, entre 19 et 26 % à Marseille, et 30 % à Nice. Selon un sondage Ifop, 62 % des personnes ayant voté pour le FN aux européennes, l'ont choisi à nouveau aux cantonales.



## **Elargissement du FN vers la droite conservatrice**

Les CAR (Comités d'action républicaine) font des clubs des passerelles entre FN et droite conservatrice. Ce contexte permet sans doute au FN d'émerger comme une force politique majeure aux élections de mars 1986 (scrutin à la proportionnelle) : 9,7 % des suffrages, soit 2,7 millions de voix ce qui octroie 35 places de députés à l'Assemblée nationale. La cohabitation profite au FN ; il incarne l'alternance complète, le refus extrême du compromis droite-gauche même si ses dirigeants ne pratiquent pas le refus systématique (il s'agit d'une double stratégie d'ouverture et de radicalisation). JM Le Pen enjoint au gouvernement de transformer le code de la nationalité pour remplacer le droit du sol par celui du sang. Désormais, le FN se place comme un arbitre lors des élections ; il fait pencher la balance à gauche ou à droite selon sa volonté. C'est la raison pour laquelle beaucoup intègrent des postes importants issus d'accords de frontistes pendant les élections.

Le 13 septembre 1987, interrogé sur RTL, Le Pen déclare en réponse à une question sur les chambres à gaz et sur la Shoah qu'il s'agit « [d']un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale », ce qui fut perçu comme une preuve de la radicalisation du FN (le président minimisant l'ampleur du génocide juif).

Le score aux présidentielles est de 4,38 %, ce qui atteste que la radicalisation n'a pas éloigné l'électorat majoritaire. Aux législatives anticipées, marquées par le retour au scrutin traditionnel, le FN enregistre un score décevant de 9,6 %. C'est à cette époque que JM Le Pen commet un jeu de mots visant le ministre de la fonction publique, Michel Durafour, en discours de clôture de l'université d'été du FN, qu'il nomme « Durafour Crématoire ». Une partie des modérés quitteront le parti ou en seront exclus après de vives critiques de la déclaration. Carl Lang succède à l'ancien leader et organisateur de l'aile radicale du FN, JP Stirbois, mort accidentellement. Bruno Mégret, quant à lui, est nommé directeur général du parti le 1er octobre 1988.

En novembre 1990, JM le Pen rend visite à Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, et il accepte d'entériner l'annexion du Koweït ; il refuse par ailleurs de considérer comme des otages les Français retenus par l'Irak.

Le discours du FN ne change pas : il prône une politique de préférence nationale, dénonce l'immigration et l'insécurité considérée comme conséquence directe de l'immigration. Ces thèses sont rendues publiques en novembre 1991 sous la forme de propositions (50 en tout). Elles remettent en cause la naturalisation depuis 1974, et demandent l'instauration de quotas dans les écoles, le rétablissement de la peine capitale, la restauration d'un Etat fort, une magistrature et une police respectées. On constate ainsi une évolution vers une politique de ségrégation ethnique. Enfin, ce programme est hostile à l'intégration européenne, jugée mondialiste.

En septembre 1993, le président du FN affirme que « la politique de Chirac et de Balladur est de ne pas faire de peine aux forces secrètes qui gouvernent plus ou moins notre pays » ; il exprime ainsi pour la première fois la théorie du complot, reprise dans une brochure produite à près de 85 000 exemplaires par le FN : « Ce que l'on vous cache ».

Le programme économique et social du parti est le suivant : il propose une vigoureuse politique familiale contre la dénatalité (création d'un salaire maternelle), se montre favorable à la privatisation des entreprises nationalisées, et au capitalisme populaire ; ces thèses sont reprises dans le programme de novembre 1992, intitulé : « L'alternative nationale : 300 mesures pour la renaissance de la France ». On y propose la suppression du monopole de la sécurité sociale et d'autres mesures ultra-libérales, notamment « un nouveau protectionnisme », destiné à lutter contre Philippe de Villiers, ancien ministre UDF, qui vient de fonder un mouvement, Combat pour les valeurs, sur une base anti-européenne et protectionniste.

Les législatives de mars 1993 ne permettent pas au FN d'obtenir des sièges à l'Assemblée malgré le score (12,5 %) en progression de 2,5 % par rapport à 1988, correspondant à 3,1 millions de voix.

Le FN est devenu la troisième force politique et dépasse les 30 % dans 66 circonscriptions (il aurait remporté 64 sièges au scrutin à la proportionnelle). Il se forme un « front républicain », sorte d'alliance négative allant du Parti socialiste au RPR pour refuser toute négociation avec le FN ; mais les résultats de cette tactique sont mitigés. Aux élections présidentielles, le FN tente de s'approprier les électeurs potentiels de Ph. de Villiers (seulement 39 % d'entre eux ont comme première occupation les immigrés contre 75 % pour les électeurs frontistes). Le Pen accorde son soutien sans participation au gouvernement en cas de victoire de Balladur, qu'il crédite, contrairement à Jacques Chirac, qu'il désigne comme « responsable de la politique d'immigration-invasion ».



---

# STRATEGIES FRANCAISES

---

4

Les résultats du 23 avril 1995 montrent la progression du FN (15,15 % des voix en France métropolitaine), qui devient le premier parti de la région Paca, de villes comme Nice, Marseille, Toulon ; il est en tête à Mulhouse (26 %), en Moselle, à Metz, et pour la première fois dans les zones rurales (Vosges : 19,99 %, Haute-Marne : 20,35 %). La part du vote du milieu ouvrier est passée de 16 en 1988 à 27 %. Cela atteste que l'électorat ouvrier vote Le Pen pour protester contre le chômage, et la déstructuration économique, et par peur d'intégration européenne qui ne comporte pas de volet social. Il y a en outre adéquation entre vote frontiste, présence immigrée et zone de fort chômage.

Les gains du FN sont attribuables à la conjonction de trois facteurs :

La consolidation du travail d'implantation locale de ses cadres.

La perception via les médias audiovisuels d'enjeux nationaux (immigration, insécurité) qui ne correspondent pas nécessairement à une réalité objective, mais trouvent un écho dans une population pessimiste, fragilisée par la crise.

La situation économique et sociale de la ville est exploitée par le FN qui adapte son discours.

Le vote FN n'est pas uniquement protestataire. La question posée actuellement est la suivante : le vote frontiste est-il issu d'une déception du système politique, auquel cas les électeurs peuvent revenir dans le giron des partis traditionnels, ou bien le vote est de nature plus idéologique, et se trouve définitivement perdu pour la droite comme pour la gauche ?

Pour certains dirigeants politiques, il y a une différence entre l'extrême droite et son électorat : celui-ci n'est nullement hostile à la démocratie. Pourtant, selon un sondage, 82 % de ceux qui ont voté Le Pen en 95 se donnent comme référence partisane le FN, ce qui montre qu'il s'agit d'un vote réfléchi.

Ce constat est d'autant plus alarmant que la progression extraordinaire dans les suffrages de l'extrême droite française incarnée par le FN n'est pas prête de s'arrêter aussi brutalement que l'on aimerait le croire.

L.Z.



28 NOVEMBRE 2002

1

## Le Pen & filles

Il y a Marie-Caroline l'aînée déchue, Yann la rétive et Marine le clone, héritière en titre. Toutes marquées depuis l'enfance par l'empreinte du père et la haine qu'il provoque. Plongée dans l'univers clos des Le Pen.

Elles sont blondes. Elles sont sœurs. Elles sont trois. Elles connaissent depuis longtemps ce petit mouvement de recul qui saisit les autres dès l'instant où elles sont identifiées : les filles de Jean-Marie Le Pen. Marie-Caroline, Yann et Marine n'ont jamais pu y échapper. Même lorsqu'elles ont tenté de s'éloigner un peu, de prendre le nom d'un mari, de rompre avec le cercle politique du père. Elles ont vite compris : on n'efface pas la marque Le Pen. Elles sont donc restées dans le sillage. Héritières d'un homme qui regretta longtemps de ne pas avoir eu de garçon pour perpétuer son nom et qui, aujourd'hui, assure tranquillement : *"Mes filles ont toujours eu les mêmes opinions politiques que moi. C'est assez normal, elles aimaient leur père..."* Dans ce trio-là, toutes n'ont pas le même poids politique et les conventions voudraient que l'on s'intéresse d'abord à celle qui tient aujourd'hui la place la plus visible : Marine, la plus jeune des trois. Celle dont on dit qu'elle pourrait succéder au président du Front national pour une raison qui paraît la meilleure à ses aficionados : *"C'est le clone de Jean-Marie."* Un bon score aux législatives de juin (32,30 % au second tour), dans le Nord - Pas-de-Calais, une réelle aisance médiatique, le même fond de sauce idéologique et un discours similaire sur l'immigration, voilà l'héritière parée. Marine est la dernière des trois filles. Celle au service de laquelle s'est mise Yann, la cadette, responsable des grandes manifestations Front national. Celle aussi qui a remplacé l'aînée déchue, Marie-Caroline.

Marie-Caroline était pourtant, il y a encore cinq ans, la fille préférée des cénacles du mouvement. *"L'autre Le Pen"*, disait-on, en suivant ses scores électoraux en Ile-de-France. Lorsqu'elle a suivi son compagnon, Philippe Olivier, et rallié les partisans de Bruno Mégret, en 1998, Jean-Marie Le Pen l'a répudiée en direct, un soir de décembre sur TF1, s'en prenant *"aux femmes qui ont l'habitude de suivre leur mari ou leur amant plutôt que leur père"*. Depuis, ils ne se sont pas revus. Il ne connaît même pas sa petite-fille, née après leur rupture. Elle n'a pas voulu accorder son parrainage au chef du Front national qui peinait à réunir les 500 signatures nécessaires à sa candidature à la présidentielle. Le soir du 21 avril, elle a pourtant appelé le QG du FN. La façon dont Jean-Marie Le Pen rapporte le fait en dit long sur leurs relations : *"Je ne sais pas si c'est moi qu'elle a eu au bout du fil. Enfin... Elle a dû dire à son interlocuteur "tu féliciteras papa". Rien d'autre... On ne peut pas tout avoir."* Pourtant, ajoute-t-il, *"le 15 août, Marie-Caroline a fait expulser par voie de justice ses deux sœurs et leurs enfants d'une maison familiale de La Trinité-sur-Mer [Morbihan] dont elle est juridiquement la propriétaire sans y avoir mis le moindre centime"*. De sa sœur, politiquement remplacée, Marine ne dit qu'une chose : *"Etre une Le Pen tout en ayant trahi... Elle n'a vraiment rien gagné."*

1



28 NOVEMBRE 2002

2

Car les filles Le Pen connaissent le poids d'une telle ascendance ! Non qu'elles aient été tentées de rompre avec ses idées, au contraire : la culture idéologique qui constitue le terreau de l'extrême droite a toujours été intégrée. Marie-Caroline, Yann et Marine n'ont pas manifesté la moindre réticence face aux diatribes du président du Front national contre les "*cryptomarxistes*", sa dénonciation de "*l'invasion immigrée*" ou ses jeux de mots douteux. Mais elles n'ont pas digéré le rejet dont le Front national faisait l'objet. Elles parlent d'"*injustice*", d'"*ostracisme*". Au fond, ce qui les distingue peut-être franchement de leur père, c'est qu'elles supportent moins bien que lui l'hostilité. Il est provocateur. Elles cherchent, au contraire, à se policer. "*Marine fera tout pour que nous ne restions pas éternellement stigmatisées*", certifie Yann.

Enfants, les petites n'ont pas tout de suite assimilé les caractéristiques du milieu dans lequel elles vont évoluer. Jean-Marie Le Pen a bien été le plus jeune député de France, élu dans la vague poujadiste de 1956. Mais, depuis, ses scores électoraux sont ridicules. Il n'inquiète pas encore, bien qu'il traîne déjà la réputation d'avoir torturé en Algérie. Le 28 juin 1960, il s'est marié avec Pierrette Lalanne, une jolie jeune femme blonde divorcée dix jours auparavant de Claude Giraud, un ancien copain de Jean-Marie. Ce mariage avec une divorcée lui a évité un passage à l'église, ce qui n'est pas pour lui déplaire. Il n'a d'ailleurs pas respecté les conventions : Marie-Caroline est née quelques mois avant le mariage, le 23 janvier. Comme Yann, née le 18 novembre 1963, et Marine, née le 5 août 1968, elle sera pourtant baptisée et recevra une éducation religieuse. Mais leur père inscrira systématiquement ses filles dans des établissements scolaires publics : "*Tant qu'à subir un enseignement communiste, dit-il, autant le faire sans la caution de la religion catholique.*"

A la maison, Le Pen est un père absent. L'appartement de la villa Poirier, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, n'est pas très grand, mais on y voit défiler nombre de ceux qui seront ensuite, plus ou moins, des compagnons de route : l'avocat d'extrême droite Jean-Louis Tixier-Vignancour (parrain de Marie-Caroline), l'ancien officier de la Waffen SS Léon Gaultier, l'ancien responsable de l'Union de défense des commerçants et artisans

Pierre Durand (parrain de Yann), Jacques Dominati, alors journaliste au *Parisien libéré* et qui deviendra bien plus tard chef de file de l'UDF à la mairie de Paris. Le Pen a fondé une maison d'édition, la SERP, qui lui a valu dès l'été 1965 un procès pour "*apologie de crime de guerre*" après la mise en vente d'un disque : *Voix et chants de la révolution allemande*. Mais les gamines ne savent pas grand-chose de tout cela : leur père n'est rien encore, politiquement parlant.

Financièrement, les Le Pen ont mené jusque-là une vie petite-bourgeoise. Mais, en 1976, leur vie matérielle va changer. Hubert Lambert, héritier des ciments du même nom, qui professe les idées les plus extrémistes, meurt en léguant sa fortune à Jean-Marie Le Pen. Ce legs fait des Le Pen des multimillionnaires et les propriétaires d'un manoir à Montretout, sur la commune de Saint-Cloud. Est-ce à cause de cet héritage controversé, comme le croit Yann, ou d'un attentat politique, comme l'affirme Marine, l'appartement de la villa Poirier vole en éclats, après l'explosion d'une bombe de 20 kg, le 1<sup>er</sup> novembre 1976. Miraculeusement, il n'y a aucun blessé, mais les filles

2



28 NOVEMBRE 2002

3

comprennent soudain que leur père a des ennemis mortels. La famille déménage à Saint-Cloud. Deux jours après l'inscription des aînées au lycée, une main anonyme a bombé sur les murs de l'établissement : " *Le Pen est là.*"

Fondé en 1972, le Front national a commencé à s'étoffer. Marie-Caroline y milite depuis l'âge de 15 ans, "*par réaction, parce que c'est dur d'être une fille Le Pen à l'école publique*", a-t-elle souvent dit. Au début des années 1980, l'apparition de Le Pen dans les médias, ses premiers succès, suscite effectivement l'hostilité. Et le repliement des filles autour du noyau dur de Montretout, sa villa à Saint-Cloud.

"*Pendant toute notre jeunesse, ce rejet nous a soudées comme des prisonniers dans une prison*", dit Yann aujourd'hui. Le Pen, préoccupé de son ascension politique, a commandé, en prévision des élections européennes de 1984, une biographie intitulée *Le Pen sans bandeau* au journaliste Jean Marcilly, hébergé à Montretout. Le couple ne s'en remettra pas.

Pierrette Le Pen quitte Montretout, le 10 octobre 1984, pour rejoindre Marcilly. Elle ne part pas après des heures de discussions, de disputes, de mises au point. Elle s'enfuit littéralement. Expliquant qu'elle accompagne une amie à l'aéroport, elle disparaît avec son sac à main et deux sacs en plastique dans lesquels elle a entassé quelques vêtements. Le divorce sera terrible. Pierrette a violé la loi du clan, tous vont se déchaîner contre elle. La presse d'extrême droite l'éreinte, Le Pen coupe les vivres. Mais ce sont ses filles qui assènent le coup le plus dur. Le 6 janvier 1986, elles signent un communiqué dans lequel elles accusent leur mère d'être manipulée. "*Nous témoignons que les allégations de notre mère sont un tissu d'affabulations calomnieuses.* (...) Face à ces attaques, notre père a conservé une attitude stoïque et digne, au risque de laisser beau jeu à ses ennemis. Nous lui exprimons publiquement notre admiration et notre amour." Signé Marie-Caroline, 25 ans, Yann, 22 ans, et Marine, 17 ans.

La rupture va s'étaler sur papier glacé. En avril 1987, Le Pen accorde une interview au magazine *Playboy*, qui ironise : "*Il paraît que vous conseillez à votre ex-femme de faire des ménages si elle a besoin d'argent !*" Pierrette Le Pen réclame un droit de réponse au mensuel, qui lui propose... de poser nue, munie d'un seul tablier de soubrette. A l'Assemblée nationale, où Le Pen a été élu en 1986, le mensuel s'arrache. La France entière en rit. Les filles ne lui pardonneront pas. "*J'ai toujours ce Playboy en travers de la gorge*", admet Marine Le Pen. Elles mettront quinze ans avant de renouer avec leur mère.

Désormais, les filles n'ont plus que leur père pour référent. On vit plus que jamais entre soi. Comment en serait-il autrement ? Toutes les tentatives d'émancipation se sont soldées par des échecs. Yann, la plus rétive à l'embrigadement, a lâché le lycée, un mois avant le bac, pour partir comme GO au Club Méditerranée. "*Au bout de quelques semaines, tout le monde a su qui j'étais*, raconte-t-elle. *Quand je passais, il y avait dix GO qui tendaient le bras en faisant le salut nazi. Et ce n'était pas que des Algériens !*" Elle rentre à Paris et crée sous son nom une agence d'hôtesse d'accueil qu'elle baptise *Commando de chic*. "*Mais, peu à peu, je me suis aperçue*, raconte-t-elle, *que les clients étaient gênés d'avoir à faire avec une fille Le Pen. Leurs salariés*

3



28 NOVEMBRE 2002

4

*se mettaient en grève. Bref, j'ai dû fermer ma boîte et papa a épongé les dettes.*" Son mariage avec un steward, non militant du FN, ne dure qu'un an.

Toute la famille habite maintenant Montretout. Les trois filles et leur père. *"Nous avons un cordon ombilical énorme qui nous relie à papa, explique encore Yann. C'est un lien à la fois vital et étouffant. Nous ne pouvons pas vivre sans lui. Il régite, qu'il le veuille ou non, notre vie professionnelle, notre vie sentimentale, notre vie familiale."* Depuis 1985, Marie-Caroline, après une carrière éphémère de journaliste au *Figaro Magazine*, est chargée de la maison d'édition du FN et se présente à tous les scrutins sous l'étiquette FN. Yann est devenue standardiste, puis chargée de l'organisation des réunions publiques et de la communication au FN. Marine, avocate, a rejoint le cabinet de l'avocat de son père avant de se replier à son tour sur le FN, dont elle crée le service juridique. Même les amours des trois filles, toutes trois divorcées après un premier mariage, sont désormais au Front. Marie-Caroline s'est installée avec Philippe Olivier, bras droit de Bruno Mégret. Yann vit avec Samuel Maréchal, croisé au Front national de la jeunesse. Marine a rencontré Eric Iorio, secrétaire national aux élections.

Il n'en faut pas plus pour que les cadres du parti s'inquiètent. Trois filles et trois gendres potentiels : une *"dérive monégasque"*, lâche Bruno Mégret. La crise entre lepénistes et mégrétistes va prendre l'allure d'une crise familiale. Car, si Marine s'applique, pour son père, à épulcher les comptes des associations tenues par les amis de Bruno Mégret, ce dernier compte sur son lieutenant pour faire venir à lui Marie-Caroline. La rupture est inévitable. "Caro" va s'enfuir, comme l'a fait sa mère, quelques années auparavant. Un matin, Yann découvre un camion de déménagement dans le parc. Marie-Caroline, enceinte, part avec Philippe Olivier. Désormais, les Le Pen de Montretout sont trois. Jean-Marie, Yann et Marine. Jany, la seconde épouse de Jean-Marie, a préféré garder sa maison de Rueil-Malmaison où Jean-Marie Le Pen la rejoint, le soir. Le président du Front national est en procès contre sa fille aînée, afin de récupérer la maison de La Trinité et surtout la SERP, qu'il avait mise à son nom. Marine, depuis un an, est en passe de devenir la nouvelle vedette du FN dans les médias. Pierrette, leur mère, s'attache aujourd'hui à renouer. Elle a revu d'abord Marie-Caroline, puisqu'elles avaient au moins comme point commun d'avoir rompu les ponts avec Jean-Marie Le Pen. Puis ses deux autres filles. Elle affirme désormais publiquement qu'elle *"regrette"* ce divorce étalé dans la presse. *"Je vais à Canossa"*, soupire-t-elle pour évoquer le réchauffement progressif des relations. En décembre, la famille, sauf Marie-Caroline, devrait être réunie pour le second mariage de la petite dernière, Marine. Celle qui est censée continuer à porter haut, au sein du Front, le nom de son père.

**Raphaëlle Bacqué et Elie Barth**

4



MARINE

Fin décembre 2002

## Comment le FN veut contrer l'"effet Sarkozy" sur ses électeurs

Redoutant une influence sur ses sympathisants, le Front national dénonce les "gesticulations" du ministre de l'intérieur en matière de lutte contre la délinquance. Dans un entretien au "Monde", Marine Le Pen pronostique la fin de "l'état d'indulgence" à son égard.

Comment contourner la "vague Sarkozy ?" Un chiffre résume l'urgence, pour le Front national, à trouver une parade : 53 % des sympathisants du FN et du Mouvement national républicain (MNR) affirment que le ministre de l'intérieur va réduire l'insécurité, selon une étude réalisée les 29 et 30 novembre par l'institut Ipsos pour France 2 et *Le Monde*. Ils sont 37 % à déclarer que les mesures de M. Sarkozy auront un effet positif sur la lutte contre la délinquance.

Autre signal d'alerte pour le FN, qui prospère sur le thème de la sécurité : le numéro deux du gouvernement convainc davantage dans les rangs de l'extrême droite (37 %) que parmi les proches de la droite parlementaire (36 %), au regard d'une enquête menée par Louis-Harris, les 10 et 11 décembre, pour le quotidien *Libération*.

Officiellement, le FN affiche, devant la popularité de M. Sarkozy "une totale sérénité". Elle est surtout empreinte d'arrière-pensée. "Il serait suicidaire d'attaquer bille en tête un ministre populaire", concède un membre du bureau politique. Profil bas donc. Pour le moment, en tout cas, car, au siège du Front, on prépare la riposte. La délégation générale du parti, dirigée par Bruno Gollnisch, a préparé un argumentaire destiné à résumer les différences entre le programme du FN et les mesures du ministre de l'intérieur.

### RÉQUISITIONNER DES PAQUEBOTS

Pour contrer "l'effet Sarkozy", le FN va articuler son discours sur les "dangers de l'immigration" qui "alimenteront la délinquance", selon le mouvement. "Les Français vont se rendre compte rapidement que les gesticulations de M. Sarkozy ne régleront pas le fond des problèmes", assure M. Gollnisch. Le délégué général du FN s'appuie, notamment, sur la fermeture du centre de Sangatte, qu'il considère comme un leurre : "Il faut instaurer un contrôle des frontières en revenant sur les accords de Schengen, et rapatrier les clandestins en réquisitionnant, par exemple, des paquebots de la Marine nationale."

Qu'il s'agisse des dispositions sur la mendicité, sur la prostitution et sur la circulation des gens du voyage, le FN s'emploie, devant ses fidèles, à contester un quelconque impact sur l'insécurité. "Ce n'est pas avec ça qu'on va mettre fin aux trafics de drogue ou d'armes", martèle M. Gollnisch. Sur le même thème, le secrétaire général du FN, Carl Lang, exige la remise en cause "des accords de Schengen". Des militants frontistes du Nord - Pas-de-Calais ont été mobilisés pour diffuser 10 000 tracts intitulés : "Avec le Front national, clandestins dehors !" Depuis plus de six mois, Nicolas Sarkozy s'efforce d'incarner, à travers ses réformes, ses déplacements sur le terrain et ses interventions télévisées, une droite à la fois "sans complexe" mais respectueuses des valeurs de la République : projet de loi sur la sécurité intérieure, fermeture du centre de Sangatte, redéploiement police-gendarmerie, accord sur la composition du futur Conseil du culte musulman. Près de deux Français sur trois se disent persuadés que ses mesures permettront de réduire l'insécurité.



## RÉPIT ÉLECTORAL

Lors de son échange avec M. Sarkozy, le 9 décembre, à l'émission "100 minutes pour convaincre", Jean-Marie Le Pen a tenté, sur un ton courtois, de marquer sa différence et d'avancer les raisons d'un "échec inéluctable" du ministre. Un exercice auquel M. Sarkozy s'était méticuleusement préparé, renvoyant son contradicteur à "la ligne Maginot".

"Sarkozy est un communicateur de talent", admet M. Gollnisch. Eric Iorio, secrétaire national aux élections du FN, dresse le portrait d'un ministre "travailleur, de bonne volonté et qui sait s'entourer de fidèles, une donnée essentielle à son poste. Mais on ne va pas courir derrière les ballons qu'il s'amuse à lancer."

L'échéance encore lointaine des prochaines élections cantonales, régionales et européennes (2004) offre un répit au Front. "Cela nous arrange qu'il n'y ait pas de scrutin national en 2003, car le gouvernement de M. Raffarin bénéficie d'un état d'indulgence par la grâce de la méthode Sarkozy", admet M. Iorio. D'ici à 2004 nous avons le temps de poursuivre notre travail de pédagogie en direction des électeurs."

En attendant, le FN examine scrupuleusement les résultats des élections partielles qui lui sont traditionnellement défavorables, à l'exception d'une courte période au tout début de la décennie 1990. "Depuis le mois de septembre, les résultats de nos candidats aux partielles baissent, en moyenne, de 47 %, ce qui est à peu près conforme aux années précédentes", constate M. Iorio.

L'élection, dès le premier tour, de Jacques Bompard au conseil général du Vaucluse, le 24 novembre, illustre la résistance du FN. Le parti d'extrême droite a également élargi son audience à Cavaillon (Vaucluse) en passant de 3,69 % à 17,15 %. Une progression moins spectaculaire a été observée dans la région Provence - Alpes-Côte-d'Azur. En Ile-de-France, le FN semble avoir enrayé, en partie, les pertes des dernières années.

L'élimination au premier tour de du candidat frontiste, Claude Deresnes, à l'élection législative partielle de Maubeuge (Nord), le 8 décembre, illustre, toutefois, une tendance au recul. "C'est un résultat décevant, car nous avions prévu une participation au second tour", concède M. Iorio. La consultation est tombée en plein battage médiatique autour de Sarkozy. "Sarkozy toujours ! Le FN puise dans le passé des raisons d'espérer. "Il n'y a pas de danger, insiste M. Iorio. A chaque fois que la droite a fait semblant de s'inspirer de nos idées, elle nous a rendu service. En 1986, le ministre de l'intérieur Charles Pasqua prétendait que la peur allait changer de camp. Deux ans plus tard, Jean-Marie Le Pen réunissait 14,4 % des suffrages à l'élection présidentielle. En 1995, le premier ministre Alain Juppé préconisait un retour aux valeurs. Trois ans plus tard, le Front a été au centre de la vie politique françaises aux élections régionales en totalisant 15,27 % des voix."

**Elie Barth**

### L'hommage de "Minute"

Dans sa livraison du 18 décembre, l'hebdomadaire *Minute* a rendu hommage à Nicolas Sarkozy après son intervention sur France 2. Le journal d'extrême droite estime que le ministre de l'intérieur "semble avoir compris" que "l'électorat français penche puissamment à droite, sans espoir pour la gauche de retour à long terme, pour peu qu'on additionne les voix des droites libérale et nationale". *Minute* a également relevé la "courtoisie" de Nicolas Sarkozy lors de son échange avec Jean-Marie Le Pen : "A n'en pas douter, la différence entre le traitement qu'il a accordé à Le Pen (...) et celui infligé à Guigou, bête noire des électeurs de droite, lui aura attiré la jubilante sympathie d'une fraction de l'électorat FN." Le journal critique, en revanche, les positions du ministre sur l'immigration, en déplorant qu'il reprenne à son compte "les raffarinades du premier ministre".

- ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 31.12.02





## **Marine Le Pen : "Le ministre bénéficie d'un état d'indulgence"**

Entretien avec Marine Le Pen, membre du bureau politique du FN.

### **L'action de Nicolas Sarkozy recueille l'approbation d'environ deux français sur trois. craignez-vous que le ministre de l'intérieur puisse séduire une partie des électeurs du front national ?**

Pas du tout ! L'action de Nicolas Sarkozy va dans le bon sens pour seulement 10 %, mais c'est mieux que rien. Il est donc normal que l'opinion lui accorde du crédit pour l'instant. Le discours du ministre est nettement plus positif que celui de son prédécesseur, Daniel Vaillant. Sarkozy prend en compte le désarroi des victimes et reconnaît l'état de la délinquance dans notre pays alors que les socialistes l'ont toujours nié. Il n'en demeure pas moins que les Français vont déchanter. La bonne volonté et les gesticulations de Sarkozy n'y changeront rien : son échec est inéluctable.

### **Pour quelles raisons ?**

Le ministre de l'intérieur ne s'attaque pas au fond des problèmes. Sur l'immigration, par exemple, il conviendrait de modifier le code de la nationalité, comme Jacques Chirac s'y était engagé en 1986. On va continuer à autoriser la venue de milliers d'immigrés, alors que 5 % d'entre eux seulement ont un contrat de travail. Je suis outrée par les politiques ! Qu'on arrête de faire venir des immigrés. Coupons les pompes aspirantes comme la couverture maladie universelle (CMU). Il ne faut plus que les étrangers aient intérêt à venir chez nous. Le gouvernement de M. Raffarin manque d'une vision globale et Sarkozy ne pourra pas, à lui seul, inverser la tendance. C'est Chirac qui dirige le pays, et tout le monde sait qu'il est un "immigrationniste" convaincu.

### **Vous ne croyez donc pas à la sincérité du gouvernement ?**

Sarkozy agit comme il le fait parce que Jean-Marie Le Pen est arrivé au second tour de l'élection présidentielle. Ça correspond à un intérêt, et non à une conviction. Que vaut un gouvernement qui prend des décisions par rapport à un parti d'opposition ?

### **Le Front national a-t-il préparé un argumentaire pour ses électeurs qui se laisseraient convaincre par M. Sarkozy ?**

Nous avons préparé des argumentaires sur les principales personnalités politiques du pays. Je ne crois pas que nos électeurs voteront pour des candidats UMP sous prétexte que Sarkozy bénéficie d'un état d'indulgence. Ça fait vingt ans que Jean-Marie Le Pen parle de la sécurité dans le désert. La situation actuelle était pourtant prévisible. Aujourd'hui, Sarkozy confirme la justesse de nos analyses. Il crédibilise nos positions. Sarkozy va pousser les électeurs vers nous. Rappelez-vous Charles Pasqua en 1986. A la tête du ministère de l'intérieur, il affirmait sa volonté de vouloir "*terroriser les terroristes*". Les médias parlaient de "SuperPasqua". On a vu le résultat. Dans l'avenir, les Français auront à se déterminer entre l'inefficacité de Sarkozy et nos propositions. Je ne doute pas de leur choix. D'autant plus que nos concitoyens ne



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---

jugeront pas seulement la politique du ministre de l'intérieur. L'élargissement de l'Union européenne est pour nous un sujet fondamental. Aux élections européennes de 2004, nous serons les seuls à nous opposer aux fédéralistes.

**Auriez-vous été embarrassés si un scrutin national avait eu lieu très vite ?**

Il vaut mieux pour nous qu'il n'y ait pas de consultation nationale en 2003. Dans deux ans, il va être très clair que rien n'a changé ou si peu. Pour l'instant, nous en sommes à l'interpellation, comme deux boxeurs à la veille de monter sur le ring. Le temps joue en notre faveur. Mais pas en faveur de la France, malheureusement.

**Le ton très courtois de Jean-Marie Le Pen lors de son intervention dans l'émission "100 minutes pour convaincre", sur France 2, a surpris. Est-ce que cela ne traduisait pas le malaise du FN ?**

Jean-Marie Le Pen est un homme courtois, il a toujours été comme cela. S'il a pu manifester de l'agacement, c'est quand on le traitait de tous les noms.

**Propos recueillis par Elie Barth**



## Marine Le Pen, la tentation dynastique

La fille du «menhir» s'est imposée comme prétendante à la succession.  
Par Christophe FORCARI

jeudi 06 juin 2002

Bruno Gollnisch fait grise mine. Le numéro deux du Front national a beau s'en défendre, l'irruption sur le devant de la scène de Marine Le Pen, la plus jeune des trois filles du chef, l'inquiète. Le délégué général a pourtant été adoubé à deux reprises, au détour de questions posées par la presse, par Jean-Marie Le Pen comme son probable successeur à la tête du FN.

**Atouts.** Mais le leader charismatique du parti d'extrême droite n'a jamais précisé quand il comptait passer la main. Gollnisch attend donc patiemment son heure quand d'autres lui donnent l'impression de vouloir précipiter le mouvement. Héritière du patronyme dans ce parti construit et dévoué au chef, Marine Le Pen *«compte beaucoup d'atouts dans sa main»*, reconnaît Carl Lang, numéro 3 du FN, bon camarade. *«Je ne suis pas comme Sarkozy. Je ne cours pas après une carrière politique»*, se défend mollement la benjamine surnommée «le Clone» par sa mère Pierrette, divorcée d'avec le président du FN en 1987.

Bruno Gollnisch, lui, se place en réserve du «Paquebot», le siège du Front national, et se contente de préciser qu'*«il communiquera le moment venu»*, à l'heure du passage de témoin. Sans autres commentaires. Officiellement, la percée de la jeune avocate sur les écrans repose sur un concours de circonstances électorales.

Sollicité de toutes parts par les médias après son score du premier tour de la présidentielle, le FN a eu du mal à répondre à la demande, faute d'un troupeau d'éléphants pour occuper les plateaux de télévision. La fille du chef est alors envoyée porter la bonne parole. Elle impose sa personnalité, sa voix cassée par les cigarettes blondes et des attitudes copiées sur celles de son père. Les inconditionnels applaudissent à tout rompre sa *«nature»* et louent *«l'énergie, la volonté et le talent dont elle a fait preuve tout au long de la préparation du premier tour»*. *«Sa mise sur orbite n'a jamais été programmée, assure Jean-François Touzé, cheville ouvrière de la cellule idées-images, mais il est vrai que le phénomène Marine est en train de se créer. Pour le second tour de la présidentielle, il était normal d'envoyer des gens qui ont un nom.»* Pas d'arrière-pensées, juste la volonté de parer au plus pressé. *«On a vu plus souvent Marine simplement parce que les journalistes la réclamaient»*, constate Alain Vizier, le chef du service de presse du FN. La demande a créé l'offre.

**Notabilisation.** De fait, avec la jeune garde qui entoure le président du FN, Marine Le Pen a contribué au changement de discours et d'image de Le Pen, à sa notabilisation affichée tout au long de la campagne présidentielle. Mais pas question pour autant d'établir une dynastie lepéniste à la tête de la boutique paternelle, jurent, main sur le cœur, les proches de Marine Le Pen,



tous dans le clan de Carl Lang. A commencer par le compagnon de la benjamine des filles Le Pen, Eric Iorio, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, qui se présente lui-même comme un fidèle du secrétaire général du mouvement, Carl Lang. Officiellement, seul le prochain congrès, prévu pour fin 2003, pourra désigner le successeur de Jean-Marie Le Pen à la tête du parti, si celui-ci décidait de prendre sa retraite. *«La question n'est pas à l'ordre du jour»*, se défendent les hiérarques du FN et Marine Le Pen promet qu'*«il n'y a pas de compétitions internes»*, qu'elle est prête à servir le mouvement. Pour Carl Lang, elle appartient à cette génération de jeunes cadres qu'il veut promouvoir. Avec un double atout, celui d'être une femme et d'être la fille du «Menhir» et donc de disposer d'une légitimité incontestée.

**Appareil.** Conseillère régionale dans le Nord-Pas-de-Calais, son score dans la 13e circonscription du Pas-de-Calais où elle est candidate devrait renforcer son poids dans l'appareil, qui ne l'a pas toujours ménagée. En 1997, lors du congrès de Strasbourg, les délégués avaient décidé de ne pas la reconduire au comité central pour protester contre «la dérive monégasque» du parti. Elle n'avait dû son repêchage qu'à la volonté de son père. Depuis, elle a gagné ses galons. *«Marine a incontestablement un avenir national»*, prédit Carl Lang *«C'est de toute évidence une épine dans le pied de Gollnisch. Face au nom de Le Pen dans un congrès, sa candidature ne résisterait pas cinq minutes»*, analyse un membre du bureau politique. Une carte maîtresse dans le jeu de Carl Lang. Si celui-ci n'ambitionne pas franchement de gravir un échelon supplémentaire pour devenir numéro deux et dauphin putatif, il se verrait bien continuer à gérer l'appareil, toujours dans le sillage d'un Le Pen. Mais au féminin cette fois.



**Intégration** Une cinquantaine de mesures sont présentées, aujourd'hui, par le gouvernement  
**Un plan pour faciliter l'insertion des immigrés**

**Mieux intégrer les enfants de l'immigration et les nouveaux arrivants sur le territoire français.** C'est l'objectif que se fixe le gouvernement. Le Premier ministre dévoile, aujourd'hui, une cinquantaine de mesures, déclinées en trois volets.

Le premier vise à favoriser l'assimilation des nouveaux immigrants ; le deuxième, à faciliter la promotion sociale et professionnelle des enfants de l'immigration ; le troisième, à lutter contre les discriminations. C'est le premier point qui retient le plus l'attention, notamment en raison de son chapitre sur le fameux contrat d'intégration (voir ci-dessous). L'idée, lancée par le député UMP Yves Jégo, avait été approuvée par Jacques Chirac.

Le développement des plates-formes d'accueil constitue une autre mesure phare. Au nombre de treize à ce jour, elles seront géné-



Une plate-forme d'accueil de l'Office des migrations internationales, à Bagnolet.

ralisées. Elles permettent aux nouveaux arrivants de dresser un bilan de leur situation et de les diriger vers les dispositifs adéquats. Les enfants issus de l'immigration bénéficient aussi de mesures spécifiques : soutien scolaire, parrainage en

entreprises, préparation aux concours de la fonction publique, bourses au mérite... Enfin, une « autorité indépendante de lutte contre les discriminations » sera créée. Des associations doutent de l'efficacité du programme, soulignant les contradictions

du gouvernement. Yves Jégo, membre du Haut Conseil à l'intégration, insiste sur les « moyens considérables » mis en œuvre et dénonce « une confusion entre la politique d'immigration, ferme, et celle d'intégration ».

**les chiffres**

**100 000** immigrés arrivent légalement chaque année en France pour s'installer.

**7%** de ces « primo-arrivants » passent un test de langue.

**20 000** primo-arrivants ont été pris en charge dans des plates-formes d'accueil en 2001.

**8 900** immigrés ont bénéficié d'une formation en français en 2001.

**25 000** jeunes issus de l'immigration devraient bénéficier d'un parrainage en entreprise en 2003.

**Un contrat proposé à tout nouvel arrivant**

**Testé en 2003, il devrait être généralisé en 2004.** Le ministre des Affaires sociales, François Fillon, a dévoilé hier quelques éléments du contrat d'accueil et d'intégration que le gouvernement compte proposer à tout nouvel arrivant. Il ouvrira des droits comme la formation civique, l'apprentissage du français (de 150 à 200 heures de cours ou plus si besoin, débouchant

sur un diplôme) et permettra « l'accès aux dispositifs de promotion sociale avec insertion professionnelle ». Mais ce contrat comprendra aussi des devoirs, le ministre n'hésitant pas à parler de « sanctions » en cas de non-respect des règles. Promesse gouvernementale : l'obtention de ce contrat devrait « faciliter l'accès au statut de résident ou à la nationalité française ».

**femmes** Elles seront « les grandes bénéficiaires de ce contrat, selon Malek Boutih, le président de SOS Racisme. Les hommes apprennent à écrire grâce au travail. Souvent, les femmes n'ont pas cette chance. » Ce contrat est, selon lui, un premier pas positif, qui ne doit pas faire oublier la priorité des immigrés : l'accès au logement.

**durcir l'entrée**

Pendant plus répressif, le futur projet de loi sur l'immigration du ministère de l'Intérieur devrait durcir les **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Justificatifs d'hébergement et titres de séjour plus difficiles à obtenir, restriction du regroupement familial, fichiers d'empreintes digitales obligatoires pour les visas...** Le délai de rétention d'un étranger en vue de son éloignement passerait de 12 à 30 jours, voire à 60 dans certains cas.

**« Ce programme, c'est de l'intégration spectacle »**

**Jérôme Martinez est délégué régional d'Ile-de-France de l'association d'accueil des immigrés Cimade.** « L'annonce de ce nouveau programme a de quoi étonner : d'un côté, le projet sur l'immigration précarise la situation des immigrés qui arrivent en France et ampute les budgets des associations qui les aident, et de l'autre, le gouvernement veut faciliter leur intégration. Il y a là une contradiction que les dirigeants, coincés entre les préoccupations sécuritaires et l'intérêt de disposer d'une main-d'œuvre bon marché, ont du mal à résoudre. C'est de l'intégration spectacle qu'on nous propose. On ne peut que se féliciter

que le gouvernement mette l'accent sur l'apprentissage du français. Mais les immigrés doivent aussi avoir accès à un logement, à des soins, au marché du travail. Autant de droits que le projet sur l'immigration met à mal. Le gouvernement dessine une vision trop limitée de l'intégration. »



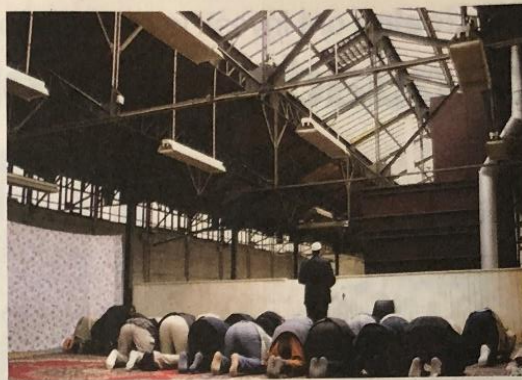
François Fillon (à g.) mardi.

Page réalisée par le service France



JEUDI 10 AVRIL 2003

franc



L'islam de France (3/3) A Saint-Denis, un institut forme les futurs cadres du culte

## Imams d'une nouvelle génération

**Ils sont conscients de représenter la relève de l'islam de France.** Futurs cadres de la religion musulmane, ils sont nés et ont fait leurs études dans l'Hexagone, contrairement à la plupart de leurs aînés. L'Institut européen des sciences humaines (IESH) de Saint-Denis, une des premières écoles de formation d'imams français, accueillent une centaine de ces étudiants. Actuellement, beaucoup d'imams viennent de l'étranger « sans connaître la dimension culturelle dans laquelle ils exercent, regrette Ahmed

Jaballah, le directeur. Nous avons besoin de cadres religieux (imams, enseignants, éducateurs ou chercheurs) intégrés dans le paysage pour qu'ils puissent s'adresser aux jeunes. » Ouvert depuis un an, l'IESH a des liens privilégiés avec l'Union des organisations islamiques de France, qui prêche un islam rigoureux et laïque. « Nous accueillons aussi des jeunes recommandés par toutes les autres associations et organisations », précise le directeur. Une autre école existe depuis 1991 dans

la Nièvre ; elle a formé une trentaine d'imams. A Saint-Denis, la première promo sortira d'ici à deux ans. Les jeunes étudient l'arabe, la lecture du Coran, la théologie, mais aussi les sciences humaines, la philosophie, l'histoire. Il existe aussi des cours du soir et durant le week-end. Etudiant en 1<sup>re</sup> année, Jamel veut se former avant tout : « Bien connaître le Coran, diffuser son message et aider les gens, c'est le principe même de l'islam. » Amadou a d'autres motivations : « Je suis là pour approfondir ma

foi. J'étudie aussi à l'université, en 3<sup>e</sup> cycle d'action économique et sociale. » Comme beaucoup, il croyait avoir de bonnes connaissances en la matière, « mais en arrivant, je me suis aperçu que l'enseignement était très pointu ». S'ils ne pensent pas encore à leur avenir, un grand nombre de garçons et de filles souhaitent enseigner. Pour faire tomber les barrières en donnant aux musulmans les moyens de vivre leur religion sans négliger leur vie de citoyen. Et inversement.

David Carzon, photos : Thomas Captain



17/01/03

## Pourquoi des sans-papiers ? par Nicolas Sarkozy

Pourquoi ? Oui, pourquoi, dans un Etat de droit, des femmes et des hommes se retrouvent-ils plusieurs dizaines de milliers à survivre dans un pays qui ne les veut pas suffisamment pour leur accorder tous les droits et ne les rejette pas assez pour les reconduire chez eux ? Voici vingt ans que la situation ne fait qu'empirer. La France subit. Des malheureux et leurs familles souffrent. De régularisation globale en reconduites partielles, le débat hoquette. Les postures se professionnalisent. Il y a ceux qui poussent la générosité jusqu'à l'irresponsabilité. Et ceux qui imaginent que la fermeture peut tenir lieu d'identité nationale. Il est temps, ici comme ailleurs, d'agir. Mais avant, il faut prendre le temps de comprendre.

Les sans-papiers sont la conséquence de plusieurs dysfonctionnements qui, dans l'indifférence la plus complète, se sont approfondis ces dernières années.

**Le premier** tient aux insuffisances de notre politique de visas. Dans leur immense majorité, les sans-papiers sont entrés légalement sur la base d'un visa de tourisme d'une durée de validité de trois mois au maximum.

L'augmentation massive du nombre des visas délivrés par les pays de l'Union européenne depuis plusieurs années est à l'origine de l'accroissement de l'immigration illégale dans notre pays. Les visas Schengen de court séjour font l'objet de plus en plus fréquemment d'un véritable détournement de procédure. Ainsi, alors que la France délivrait 48 000 visas à des Algériens en 1996, nous sommes passés à 277 000 en 2001. Dans le même temps, les visas délivrés à des Chinois, sur la même période, passaient de 34 000 à 91 000. On pourrait citer d'autres exemples.

**Le deuxième** dysfonctionnement concerne les procédures d'asile. Une part importante des étrangers en situation illégale présentent une demande d'asile à seule fin d'obtenir une autorisation provisoire de séjour, et ce, le plus souvent, en l'absence de toute persécution subie dans le pays d'origine. C'est ce qui explique que la France fasse l'objet d'une augmentation considérable de demandes d'asile. Nous sommes passés de 23 800 en 1998 à 80 000 demandes en 2001.

**Le troisième** dysfonctionnement, et en même temps le plus complexe à quantifier, concerne les entrées illégales proprement dites sur notre territoire.

Un constat s'impose : celui d'une situation qui s'aggrave. Les services des étrangers dans les préfectures sont, malgré le dévouement de leur personnel, débordés. Les capacités d'accueil et d'hébergement de la France sont saturées. Les trois dernières régularisations globales n'ont rien résolu. A l'inverse, elles encouragent les sans-papiers d'aujourd'hui dans une impasse. De Sangatte à Choisy-le-Roi, l'exaspération de nos compatriotes, confrontés à des situations inextricables qu'ils subissent de plus en plus mal, est à son comble.

Quant aux sans-papiers eux-mêmes, leurs situations se révèlent sous bien des aspects dramatiques. A juste titre, ils émeuvent une large part de la population, pourtant résolument opposée à toute régularisation massive.



17/01/03

Ici comme ailleurs, l'immobilisme nous est interdit. Je devrais même écrire, ici plus qu'ailleurs, car il s'agit bien du destin de femmes et d'hommes poussés par la misère, l'espérance folle et le besoin de partir.

Agir, c'est d'abord supprimer les dysfonctionnements qui nous sont propres. La France doit définir une politique précise et revendiquée de délivrance des visas. Elle doit convaincre ses partenaires de l'UE d'entreprendre une démarche comparable. Il ne s'agit nullement de fermer la France, encore moins de restreindre le nombre de touristes, ni même de désigner tel ou tel pays coupable. Nous devons rester un pays ouvert, mais, justement, pour y parvenir, nous avons le devoir de combattre ce véritable détournement de procédure.

A cette fin, nous devons réfléchir à l'opportunité qu'il y aurait à déterminer un ordre de grandeur du nombre de **visas** que chacun de nos consulats serait habilité à délivrer. Nous devons aussi proposer aux pays d'origine de nouvelles formules de visas plus adaptés à leurs besoins. Soumettre un étudiant qui a fait des études en France à la même procédure de délivrance d'un visa qu'un nouveau demandeur encourage l'étudiant à se maintenir en France aux dépens des intérêts de son pays.

La problématique est strictement identique pour **l'asile politique**. Cela passe par deux réformes devenues aujourd'hui urgentes. D'abord, dans une vaste réforme de l'Ofpra, fusionner en une seule procédure, comme vient de le décider le premier ministre, les deux qui coexistent et qui relèvent respectivement de l'asile conventionnel et de l'asile territorial. Ce dernier est le principal responsable de nombre de demandes relevant en fait de "l'asile économique" et non de la protection contre des persécutions politiques.

Ensuite, il faut établir, en accord avec nos partenaires européens, une liste de pays dits "sûrs", c'est-à-dire où la démocratie est ancrée sans contestation et pour lesquels, en conséquence, la procédure d'examen des demandes serait accélérée et simplifiée.

Enfin, il faut avoir le courage de poser la question des **procédures d'éloignement**. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Depuis plusieurs années, le taux des éloignements effectifs est en chute constante, de 23,5 % en 1996 à 16,71 % en 2001. Entre les étrangers qui ont détruit leurs documents et qu'on ne sait où reconduire, et la réticence de certains pays d'origine à délivrer des laissez-passer consulaires, sans parler des complexités et parfois des incohérences de nos procédures en la matière, réussir un éloignement relève du tour de force.

Les pays sources doivent être impliqués dans la mise en œuvre des retours obligatoires et notamment dans l'octroi des laissez-passer consulaires. Si l'on veut que les Français comprennent la nécessité d'accueillir des étrangers sur notre territoire, il convient de les assurer qu'en cas de refus de notre part les décisions seront exécutées. La France a le droit et même le devoir de préciser qui peut demeurer sur son territoire.

La situation actuelle est de loin la pire : ceux qui sont là n'ont pas tous les droits, notamment celui de travailler ; ceux qui ne devraient pas y être ont de facto celui de rester, sans les droits qui vont avec !



17/01/03

Une fois ces préalables posés et résolus, la France pourra faire preuve de générosité et de réalisme en résolvant la situation ubuesque de ceux qui ne sont, en l'état actuel de la législation, ni régularisables, car ne répondant pas aux critères, ni expulsables, car venant de pays où l'on ne peut pas les reconduire du fait de la situation qui y règne. Mieux vaut alors aider ces étrangers à sortir d'une clandestinité qui n'est bonne ni pour eux ni pour nous en leur octroyant une carte de séjour qui leur ouvrira le droit – dans une limite raisonnable – au travail, au moins durant le laps de temps où la situation ne sera pas normalisée dans leur pays d'origine.

Je crois aussi qu'il nous faut faire preuve de davantage de souplesse dans le régime des preuves exigées pour atteindre la durée de résidence de dix ans qui ouvre droit à une régularisation. S'il faut être strict sur la première preuve marquant l'arrivée sur le territoire, on doit être plus souple pour les suivantes. Ce n'est pas de la générosité, c'est du réalisme ; car comment expulser ceux qui résident sur notre territoire depuis des années et qui ont même eu des enfants qui ont vocation à devenir français puisque nés en France ?

A l'inverse, il convient d'être plus sévère s'agissant de la production, par les demandeurs, de documents frauduleux. Leur existence doit conduire au rejet définitif de toutes demandes. Il doit en aller ainsi également pour les certificats médicaux de complaisance alléguant faussement la gravité ou l'existence d'une maladie ouvrant le droit au séjour sur notre territoire.

Il convient, et le temps presse, de définir au niveau européen une politique de l'immigration, au mieux commune, mais au minimum qui ne serait plus contradictoire. En la matière, les chantiers sont innombrables : meilleur fonctionnement de la convention de Schengen, définition d'un statut commun du réfugié politique, rédaction d'une liste de pays sûrs, mise en place d'un véritable corps de gardes-frontières européens, organisation de reconduites obligatoires d'étrangers en situation irrégulière, lutte commune contre les filières de passeurs et de trafiquants. Contrairement à ce que je lis trop souvent, l'Europe est un atout dans la lutte contre l'immigration illégale, et en aucun cas un handicap.

Il faut enfin se persuader, car c'est la réalité, qu'aucune action de maîtrise des flux migratoires ne sera efficace ni même possible sans la "collaboration positive" des pays sources de l'immigration. Rien ne peut se faire contre eux, et sans eux. Il faut, en effet, leur accord pour organiser un avenir pour chacun de ceux qui croient le trouver chez nous. Des filières positives doivent être organisées avec chaque pays d'émigration : les aider à se développer collectivement, les aider au développement individuel par l'octroi d'un pécule de retour comme nous le faisons pour les Afghans... Peu importe. L'essentiel est de se persuader une fois pour toutes que la misère et la détresse économique de ces pays sont notre problème. En d'autres termes, puissions-nous comprendre enfin que leurs défaites d'aujourd'hui seront la nôtre demain. Ce n'est pas qu'une question de solidarité, c'est d'abord de la lucidité !

**Nicolas Sarkozy** est ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.



17/02/03

## L'après-Le Pen met le Front national dans tous ses états

Deux mois avant son congrès, qui se tiendra à Nice du 19 au 21 avril 2003, le mouvement d'extrême droite est secoué par des rivalités entre Marine Le Pen, la benjamine, Bruno Gollnisch, le dauphin désigné, et Jacques Bompard, l'élu de terrain. Tout trois se disputent l'héritage du FN.

La marmite va finir par exploser. C'est Marine Le Pen qui l'affirme en évoquant l'avenir du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. En attendant, c'est le Front national qui vit, à deux mois de son congrès (du 19 au 21 avril à Nice), sous l'emprise d'une convulsion aux effets dévastateurs.

Pour avoir mis en évidence, dans un courrier adressé à Jean-Marie Le Pen, le *"manque d'enracinement"* du FN, *"son absence de relais sur le terrain, dans la jeunesse, chez les ouvriers, chez les cadres, etc."*, le maire d'Orange, Jacques Bompard, a porté sur la place publique les dissensions internes du mouvement d'extrême droite.

La réponse cinglante du président du FN – *"Jacques Bompard a autant de chances de devenir président du Front national que moi d'être archevêque"* – éclaire l'intensité du bras de fer engagé pour reprendre l'héritage du parti, le jour venu. M. Le Pen a, pourtant, indiqué à maintes reprises que l'heure de sa succession n'avait pas encore sonné. *"Une véritable perspective historique s'offre à nous qui peut nous permettre de réaliser -à la prochaine élection présidentielle- ce que nous venons d'approcher"*, déclarait-il lors d'un conseil national du FN en septembre 2002. Et nul autre que lui-même ne se sent de taille à relever ce défi en 2007 *"ou avant"*, précisait M. Le Pen.

### "L'ÉCHEC RELATIF" DU 5 MAI

Les germes de la discorde remontent au résultat du second tour de la présidentielle, le 5 mai 2002. *"L'échec relatif de l'entre-deux tours, c'est la défaite du Front national"*, analyse Jacques Bompard, qui plaide pour un renforcement du militantisme. En se dotant d'un club de réflexion, L'Esprit public, l'ancien député entend, désormais, peser au sein du mouvement et contrecarrer l'influence grandissante de Marine Le Pen et de son association, Générations Le Pen. La fille benjamine de M. Le Pen s'est bien gardée d'inscrire son engagement dans la perspective de la succession de son père. *"Mon objectif consiste à aider Jean-Marie Le Pen à devenir président de la République à la prochaine échéance, assure-t-elle. Je n'ai pas d'ambitions personnelles."* Son activisme – vingt-cinq déjeuners ou dîners-débats au cours des trois derniers mois – démontre l'inverse, selon ses détracteurs, que l'on retrouve parmi les partisans de Bruno Gollnisch.



17/02/03

Le délégué général du FN, promu dauphin par Jean-Marie Le Pen, observe la même prudence que la présidente de Générations Le Pen. *"Je mets au défi quiconque de trouver un seul acte de ma part qui pourrait être malveillant à l'égard de Marine, je ne m'occupe pas de la succession de Jean-Marie Le Pen, qui n'est d'ailleurs pas ouverte"*, objecte M. Gollnisch. C'est justement cette passivité qui suscite une irritation croissante chez certains cadres du FN.

Fort de ses victoires électorales dans le Vaucluse, M. Bompard a-t-il jugé le moment venu de sortir du rang et de se placer pour succéder à M. Le Pen lors du congrès de 2006 ? En indiquant qu'il céderait à ce moment-là son poste pour mieux se préparer à l'élection présidentielle de 2007 (*Le Monde* du 8 novembre 2002), M. Le Pen a en quelque sorte donné lui-même le coup d'envoi de la compétition. Et ce d'autant plus qu'il a prédit *"un avenir présidentiel"* à sa fille.

*"Je crois que Bompard avait placé ses espoirs dans une candidature de Gollnisch au congrès de Nice"*, explique Alain Jamet, le secrétaire régional du FN dans le Languedoc-Roussillon. *"Je fais le pari que Jean-Marie Le Pen sera reconduit à la présidence par acclamations au mois d'avril. Pour 2006, c'est normal qu'il y ait une concurrence interne. Il appartiendra alors aux militants de trancher."* Hanté par la scission de 1999 qui avait conduit à la création du Mouvement national républicain de Bruno Mégret, M. Le Pen ne cesse de mettre en garde contre la *"tentation du clanisme"*. La violence du réquisitoire de M. Bompard contre Marine Le Pen, qu'il a qualifiée de *"méprisante"* et de *"maladroite"*, ne présage pas d'une réconciliation. Entre les deux tendances, les divergences de fond restent, pourtant, à défricher. A chacune de ses interventions, Marine Le Pen fustige *"l'immigrationnisme"* de Jacques Chirac et *"les mesurette de Nicolas Sarkozy qui ne viendront pas à bout de l'insécurité"*. Elle réclame l'abrogation de la couverture-maladie universelle. Rien qui ne puisse soulever la désapprobation de M. Bompard et de ses amis. *"Au Front, ce qui nous unit est plus que tout le reste, car nous partageons les mêmes valeurs"*, souligne Marine Le Pen.

C'est davantage dans la forme que la conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais se singularise. Alors que M. Gollnisch ne se livre qu'avec parcimonie, que M. Bompard ne communique pas avec *"la presse du système"*, Marine Le Pen a fait le choix de l'ouverture, passage obligé, croit-elle, *"à la dédramatisation du Front"*. Une posture qui lui a pour l'instant apporté davantage de crédit à l'extérieur du FN qu'à l'intérieur, soupèse l'un de ses proches.

## "SILENCE DANS LES RANGS"

*"Sur le fond, elle n'a pas d'espace pour faire entendre une musique différente"*, constate un membre du bureau politique. Quand Marine Le Pen s'est déclarée



17/02/03

hostile à l'abrogation de la loi Veil sur l'IVG, Bernard Antony, un des fidèles de M. Bompard, lui a rappelé l'orthodoxie du programme du FN sur ce sujet. Mais M. Le Pen avait arbitré en faveur de sa fille. *"Gollnisch a compris qu'il a perdu"*, certifie Jean-Pierre Schenardi, secrétaire fédéral des Alpes-Maritimes.

Pour cet ancien député, *"Marine agit bien, c'est elle qui va nous permettre d'élargir notre audience électorale. Bompard a essayé de l'intimider mais ça n'impressionne pas les vieilles troupes. Les catholiques traditionalistes représentent 2 % du mouvement. Jean-Marie Le Pen n'a pas créé le Front pour qu'il devienne un parti religieux !"*

Le congrès accentuera-t-il l'ampleur des dissensions ? Dans sa livraison du 14 avril, l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* évoque le spectre de la crise interne de 1998-1999 et implore les protagonistes : *"Vite, silence dans les rangs et les stylets au vestiaire !"*

**Elie Barth**



## Marine Le Pen se prend des policiers dans le nez

Elle est poursuivie pour outrage à agents lors d'une fête  
26-02-2003

Elle est décidément la fille de son père. A la tête de la corpo de droit, Jean-Marie Le Pen s'était taillé dans les années 50 une réputation de fêtard et de bagarreur, en accumulant plusieurs poursuites et condamnations. La plus jeune de ses trois filles lui emboîte le pas. Dans la nuit de jeudi à vendredi vers 2 h 30 du matin, Marine Le Pen aurait insulté trois gardiens de la paix dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Une procédure pour outrage à agents de la force publique a d'ailleurs été engagée à son encontre. L'incident pourrait être exploité par ses adversaires au sein du Front national, notamment dans les milieux catholiques intégristes qui ont surnommé Marine Le Pen et ses proches «*les night-clubbers*».

**Musique.** Jeudi, Marine Le Pen était invitée à l'anniversaire de Frédéric Chatillon, ancien responsable du Groupe union défense, le GUD, ex-employé de la librairie révisionniste Ogmios et actuellement à la tête d'une entreprise de communication travaillant pour le compte du FN, mais aussi pour les frères ennemis mégrétistes et la fondation Bardot. Les voisins se plaignent de la musique un peu trop forte auprès du commissariat qui envoie alors sur place une patrouille pour rappeler les fêtards à un peu plus de discrétion. Dans leur rapport, les trois fonctionnaires accusent la nouvelle égérie du FN, selon eux en état d'ébriété, de les avoir insultés et d'avoir déclaré qu'avec Nicolas Sarkozy à l'Intérieur, «*les droits des Français n'étaient plus respectés*». «*Tout cela est totalement faux*», affirme la fille du chef. Selon elle, les policiers «*ont fait preuve d'une agressivité inouïe*» avant de rédiger «*un rapport totalement mensonger pour se couvrir*». Convoquée vendredi au commissariat central du XVI<sup>e</sup> arrondissement, elle envisage de porter plainte contre les policiers. «*Ils ont demandé ses papiers à mon amie enceinte de son sixième enfant. Ils ont menacé de la menotter et de l'emmener au poste parce qu'elle ne les trouvait pas*», explique Marine Le Pen qui se serait alors interposée pour défendre son amie, Marie Chatillon.

**Plaintes.** Les policiers, eux, ont noté dans leur rapport des faits précis. L'organisatrice de la soirée se serait opposée à leur entrée dans l'appartement au prétexte qu'ils n'avaient pas de mandat et les auraient ensuite traités de «*trous du cul. Vous nous faites chier. Il est plus facile de s'en prendre à des bons Français plutôt qu'aux bougnoules*». Plainte a également été déposée contre les époux Chatillon.

## Une procédure pour "outrages à agents" engagée contre Marine Le Pen

La fille du président du Front national a jugé mardi "surréaliste" la procédure engagée contre elle.

Une procédure pour "*outrages à agents de la force publique*" a été engagée contre la fille cadette du président du Front national (FN), Marine Le Pen, après qu'elle eut proféré des "*insultes*" contre des policiers du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a-t-on indiqué mardi 25 février de source policière.

Les faits sont survenus dans la nuit de jeudi à vendredi lors d'une soirée au domicile d'un couple d'amis de la dirigeante du FN, qui font également l'objet de la procédure, a-t-on précisé de même source.

Les policiers sont intervenus pour "*tapage nocturne*" et affirment avoir été insultés par Marine Le Pen et ce couple. Selon la police, ils étaient "*passablement excités*" et Marine Le Pen a également insulté le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy, comme cela a été consigné sur le



procès-verbal. Marine Le Pen et ses deux amis doivent être convoqués au commissariat central du 16<sup>e</sup>, pour répondre de ces faits, à une date qui n'a pas été précisée, a-t-on ajouté de même source.

### "UN VÉRITABLE ABUS DE POUVOIR"

*"C'est surréaliste, je n'ai jamais été informée de la moindre procédure", a affirmé Marine Le Pen, mardi, tout en reconnaissant avoir été "convoquée pour témoigner". "Ce serait le monde à l'envers que ceux qui soient les victimes deviennent demain les coupables." Précisant qu'elle avait participé à "une soirée d'anniversaire privée dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour des gens de la quarantaine", Marine Le Pen a expliqué que des gardiens de la paix étaient arrivés vers 2 heures du matin. "Ils cherchaient l'incident de manière manifeste", et auraient "fait preuve d'une agressivité inouïe", a-t-elle affirmé, en parlant de "florilège d'agressions". "Ils ont cassé le pouce d'un des invités de la soirée sans aucune raison" et "ils ont traité mon couple d'amis comme on ne traite pas les pires des délinquants".*

*"Pas une seule injure n'a été échangée", affirme-t-elle, même si elle reconnaît leur avoir "dit que leur comportement était honteux". "S'il y avait eu outrage à agents, il suffisait de nous arrêter, nous étions prêts à aller immédiatement au commissariat pour témoigner devant leurs supérieurs hiérarchiques. (...) Quand il y a outrage, il y a flagrant délit et ils pouvaient nous arrêter sur-le-champ. (...) Puisqu'ils nous accusent d'avoir été ivres morts, il suffisait de nous faire souffler dans un ballon", a-t-elle estimé, ajoutant que "leur rapport a été rédigé pour se couvrir de leur comportement".*

Marine Le Pen a dénoncé *"un véritable abus de pouvoir"* de la part de forces de l'ordre, qui ont *"joué de l'impunité"*. *"Je m'inquiète parce que je ne voudrais pas que ce soit les honnêtes citoyens qui, demain, commencent à avoir peur des forces de police alors que les délinquants, eux, n'en ont pas peur"*, a-t-elle lancé.



### Le Pen déchu de son mandat de député européen

Avec AFP  
[10 avril 2003]



*Le siège n°295 du Parlement européen, vacant depuis la décision de la Cour européenne de justice de déchoir aujourd'hui Jean-Marie Le Pen de son mandat, sera désormais occupé par Marie-France Stirbois, également député européen au Front national.  
(Photo AFP)*

Le leader français d'extrême droite Jean-Marie Le Pen «n'est plus député européen», a annoncé jeudi le Parlement européen (PE) après la confirmation par la justice européenne de la déchéance du mandat de M. Le Pen.

Le PE s'est félicité dans un communiqué de la décision du tribunal de première instance de la Cour européenne de justice (CEJ), qui lui a «donné raison» en déclarant irrecevable un recours en annulation de M. Le Pen. «M. Le Pen n'est donc plus député européen à dater de ce 10 avril 2003», indique le communiqué, selon lequel Mme Marie-France Stirbois devrait «occuper le siège laissé vacant».

M. Le Pen «a la faculté de faire appel» de la décision de première instance de la CEJ, a confirmé pour sa part le porte-parole du PE, David Harley. Mais, en attendant le résultat d'éventuels recours, la décision de jeudi est considérée comme applicable immédiatement.

Mme Stirbois avait déjà remplacé M. Le Pen durant trois mois entre octobre 2000 et janvier 2001, date à laquelle le président du Front national (FN) avait obtenu un sursis à exécution de la déchéance de son mandat d'eurodéputé, a rappelé le PE dans son communiqué.





# PORTFOLIO



---

# STRATEGIES FRANCAISES

---





---

## STRATEGIES FRANCAISES

---





---

## STRATEGIES FRANCAISES

---





---

# STRATEGIES FRANCAISES

---





---

## STRATEGIES FRANCAISES

---







# MOT D'ACCUEIL



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion



---

## STRATEGIES FRANCAISES

---

Vous remercier d'avoir accepté notre invitation

D'autant plus que celle-ci intervient à un moment de **sollicitation médiatique** importante.

Mardi sur LCI et demain matin Aux 4 vérités sur France 2.

En effet, nous voici un an après le séisme du 21 avril 2002 qui a vu

JM Le Pen qualifié pour le 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle  
Donné lieu à une mobilisation importante de forces démocratiques

Aujourd'hui à la veille du Congrès du Front national qui a lieu à Nice  
Le parti socialiste a appelé à des manifestations en marge de ce Congrès

Votre propre ascension médiatique crée la curiosité des médias depuis avril  
2002

Nous vous recevons ce soir dans le cadre du club de réflexion GEOFINANCE  
ET STRATEGIES.

Nous ne sommes pas des sympathisants.

Nous sommes républicains

Ce qui nous a poussé à vous rencontrer – comme nous rencontrons toutes sortes  
de personnalités-

C'est avant tout la volonté de comprendre et de dialoguer

Comprendre,

Avoir votre éclairage sur toute une série de sujets qui ont trait à votre  
parti, à vous-même et à JM Le  
Pen

Analyser votre stratégie de conquête du pouvoir

Le phénomène médiatique qui vous entoure

Dialoguer,

Avoir un dialogue exigeant

Confronter les opinions

Ne pas pratiquer la diabolisation, inutile

Marine Le Pen ,

Vous êtes

Membre du bureau politique du FN,  
conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais,  
présidente de Générations Le Pen





# CORRESPONDANCE



**STRATEGIES  
FRANCAISES**

Club de réflexion

8, Parc de Montretout  
92210 Saint-Cloud  
Tél. : 06 19 10 22 69  
Fax. : 01 41 12 50 20  
www.generationslepen.com



Monsieur Xavier FOS  
Géo Finance et Stratégie  
117 rue Manin  
75019 Paris

Saint-Cloud, le 21 octobre 2002

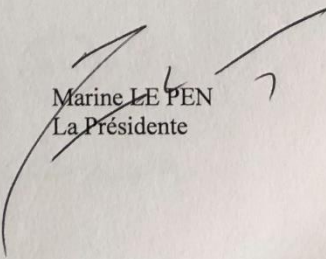
Cher Monsieur,

Suite à notre rencontre dans le cadre de l'institut Montaigne, je me permets de vous adresser la plaquette de mon Association.

Comme j'ai eu l'occasion de l'indiquer dans divers médias, je trouve extrêmement intéressant qu'un dialogue s'instaure et que le débat s'installe entre les mouvements politique quels qu'ils soient et la société civile.

Dans ce cadre là, je me tiens à votre disposition pour envisager un échange de vue entre nos deux structures étant entendu que les colloques de l'Aviso que j'organise se dérouleront à compter du mois de janvier 2003.

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

  
Marine LE PEN  
La Présidente